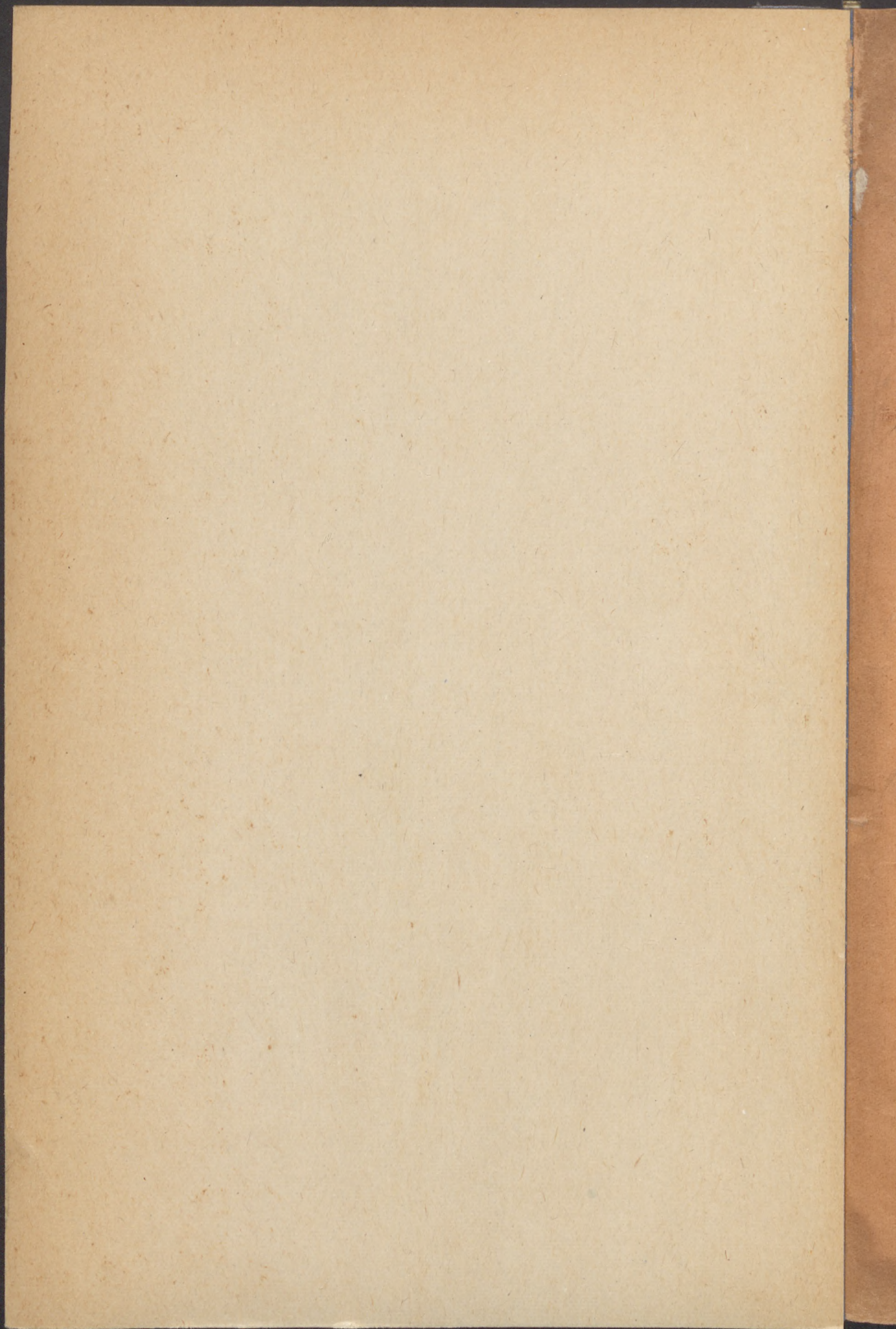


279.615



279615

132

LA CRISE DU DROIT PÉNAL

PAR

EUGÈNE DE BALOGH

SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU MINISTÈRE R. H. DES CULTES
ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE



EXTRAIT DES NUMÉROS DU 15 MARS ET DU 15 AVRIL 1912

DE LA

REVUE DE HONGRIE



BUDAPEST

IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ ANONYME ATHENAEUM

1912



LA CRISE
DU
DROIT PÉNAL

PAR

EUGÈNE DE BALOGH

SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU MINISTÈRE R. H. DES CULTES
ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

EXTRAIT DES NUMÉROS DU 15 MARS ET DU 15 AVRIL 1912

DE LA

REVUE DE HONGRIE

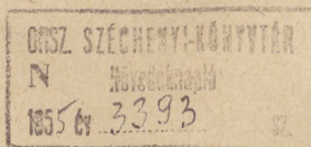


BUDAPEST

IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ ANONYME ATHENAEUM

1912

279615



Le droit criminel en usage dans les différents pays de l'Europe et, entre autres, le Code pénal hongrois, ⁽¹⁾ est une dérivation de la grande réforme judiciaire dont le début remonte à la fin du XVIII^e siècle et qui s'est accomplie dans le courant du dernier siècle partout en Europe.

C'est par rapport à ce fait qu'il me faudra, avant tout, passer en revue et confronter l'état et, pour ainsi dire, la pensée dirigeante de la judicature criminelle à la fin du XVIII^e siècle, comparés à ceux de nos jours.

I.

Il est certain que la législation pénale nous présente, à la fin du XVIII^e siècle, dans l'Europe tout entière de grandes lacunes et une imperfection fâcheuse.

En rapport avec la constitution politique correspondante qui fut basée sur la représentation par « États », l'application du droit pénal variait généralement en considération de la position sociale des délinquants. Les règles du droit pèsent plus lourdement sur les individus qui n'appartiennent pas aux classes dirigeantes : on opprime les accusés en leur personne et en leurs droits, on entrave ou l'on supprime même totale-

⁽¹⁾ La loi V de l'année 1878, modifiée plus tard par toute une série de dispositions complémentaires et de changements plus ou moins importants. C'est principalement la loi XXXVIII de 1908 (De la modification du Code pénal sur les crimes et de celui sur des délits, complétée par celle de la procédure criminelle) qui a introduit dans notre Code pénal quelques réformes conçues dans l'esprit de la nouvelle direction surgie dans la législation pénale et dont il va être question dans la suite de cette étude.

ment la défense. Les caractères distinctifs du fait délictueux manquent de précision et il en est de même de la graduation et de la durée des peines.

Toutes ces circonstances favorisent naturellement l'arbitraire des tribunaux.

Tout le système des punitions en usage est d'une rigueur qui diffère à peine de la cruauté. Dans la grande majorité des cas, on applique des peines très sévères qui, de plus, dégradent la dignité humaine. Le droit français, par exemple, comprend jusqu'à treize espèces différentes de ces peines infamantes.

Les sentences des tribunaux sont aussi sévères que la loi pénale elle-même. On décrète la peine capitale dans la plupart des cas. Ainsi un juge de Leipsic, du nom de Carpzovius (mort en 1666), signe, à lui tout seul, plus de 20.000 sentences capitales au cours de sa longue carrière de magistrat !

Cette judicature cruelle a été en vigueur pendant des siècles dans la plupart des États européens.

En Angleterre, un enfant de neuf ans a été pendu en 1833 pour avoir cassé d'un coup de bâton un carreau de fenêtre et pour avoir dérobé, après s'être introduit ainsi dans une chambre, des couleurs de la valeur de quelques centimes. Délit qui serait passible actuellement tout au plus d'une réprimande et de la surveillance plus active du jeune contrevenant de la part de ses parents et tuteurs.

Mais la répression des crimes dans l'ancien système judiciaire n'a pas seulement été cruelle, elle est allée jusqu'au gaspillage inintelligent des forces économiques du pays. On a perdu ainsi sans nécessité une foule de travailleurs utiles qui auraient pu être utilisés et qu'il aurait fallu conserver dans l'intérêt de la production nationale.

On a employé aussi, et à une large échelle, les punitions corporelles et la peine du talion allant jusqu'à mutiler les condamnés et les priver d'un ou de plusieurs de leurs membres.

La manière d'exécuter les peines d'emprisonnement n'a pas été seulement révoltante, mais elle compromettait encore la santé publique et l'hygiène des villes et communes. Les cachots souterrains où l'on enfermait, sans distinction, les

voleurs de grand chemin et les simples prévenus ou des personnes détenues au cours de l'instruction de leur procès, furent de véritables foyers de maladies infectieuses et d'épidémies de toutes sortes.

A partir du XV^e siècle, se constituent, en France et dans plusieurs autres pays, des tribunaux qui ne dépendent que de la royauté et qui ne reçoivent des instructions que de leur gouvernement. Mais rien ne garantit encore l'indépendance des magistrats. Le pouvoir central exerce très souvent, par pur intérêt ou par esprit de domination, une influence néfaste sur la magistrature, soit au moyen de délégation arbitraire de juges, soit par l'institution des tribunaux d'exception qui tranchent les questions, où l'intérêt des gouvernements est engagé, selon le bon plaisir de ces derniers. On employait assez souvent les poursuites judiciaires et les recherches de l'instruction, avec toutes les institutions de coercition en usage à ce moment (telle que la question, ou vulgairement la torture, les enquêtes secrètes, la conviction limitée pour extorquer les aveux des prévenus, etc., etc.) comme des moyens plus ou moins efficaces de persécution d'un caractère politique ou administratif, servant à supprimer des individus gênants pour une raison ou pour une autre.

II.

La réaction contre cet état de choses commence à se manifester dès le XVIII^e siècle, dans les ouvrages des réformateurs qui abondent à cette époque fertile en projets humanitaires. Mais ces tendances n'ont été introduites dans les lois positives que lors des délibérations du premier corps législatif institué par la Révolution française, c'est-à-dire l'Assemblée Constituante.

Montesquieu, dans l'*Esprit des Lois*, avait déjà avancé l'idée que rien ne devait être d'un intérêt plus direct pour les hommes que la législation criminelle. Sans doute, il avait raison, car, effectivement, aucune branche du système judiciaire n'est plus étroitement liée avec les droits constitutionnels que la procédure criminelle. En effet, au cours de celle-ci, on soulève à chaque pas des questions intéressant la liberté

individuelle des citoyens ; à chaque instant aussi les droits civiques et politiques des mêmes peuvent se trouver plus ou moins lésés ou même entièrement suspendus.

Ces circonstances, ainsi que l'expérience acquise en matière de législation pénale sous l'ancien régime, combinées avec les réminiscences des persécutions dirigées par les pouvoirs politiques et les procès criminels intentés à des citoyens dans le but de les opprimer, expliquent suffisamment le fait qu'au cours du dernier siècle on considérait déjà les règles du droit pénal comme la garantie la plus solide de la liberté ou de la sécurité des citoyens, et comme le boulevard le plus sûr de leurs droits politiques ou, comme le dit judicieusement Faustin Hélie, ⁽¹⁾ comme des normes de droit « qui forment une partie importante des institutions politiques de l'État ».

Voilà comment le mouvement réformateur de la fin du XVIII^e siècle a été conduit à proclamer en première ligne qu'il faut assurer avant tout, et d'une manière efficace, les droits individuels de l'accusé. On doit, en général, mettre au premier plan, dans les procès criminels, la liberté individuelle et aussi la considération des droits constitutionnels.

Il faut citer encore, parmi les idées dirigeantes du mouvement de réforme judiciaire au siècle dernier : l'égalité devant la loi et les préoccupations humanitaires, telles que la sollicitude pour les condamnés et la tendance à rendre les peines plus douces et plus conformes à la dignité humaine. Il convient encore de ranger dans cette catégorie les tentatives pour créer des garanties contre les erreurs judiciaires, si fréquentes à cette époque.

Ce serait une erreur de croire que Thomasius, Beccaria, Sonnenfels et tant d'autres, en demandant l'abolition de la *question*, ou Jean Howard, le vicomte de Vilain et leur école, en intervenant pour l'amélioration de la condition des « pauvres emprisonnés » et des détenus provisoires, aient obéi à une sentimentalité mal placée. Au contraire, ces réclamations, et beaucoup d'autres du même genre, doivent être considérées comme la manifestation des besoins les plus urgents de ce temps.

⁽¹⁾ *Traité d'instruction criminelle*, tome I, p. 6.

Toutes ces tendances avaient pour effet de modifier entièrement, et dans un sens favorable, la législation criminelle du XVIII^e siècle.

La fameuse *Déclaration des Droits de l'Homme* de 1789, dans son article VIII, restreint d'une manière efficace l'arbitraire des magistrats en statuant que ceux-ci ne sauraient prononcer une sentence, ni condamner un prévenu qu'en se basant sur une loi dûment créée et promulguée avant la perpétration du fait incriminé et appliquée par le tribunal dans les formes reçues.

Les lois circonscrivent en détail les caractères distinctifs du fait délictueux et les punitions qui devaient être appliquées.

Les peines corporelles et les mutilations ainsi que les punitions morales d'un caractère diffamant (telles que le pilori, etc.) ont été partout abolies.

La peine capitale n'est plus appliquée qu'exceptionnellement et dans des cas très rares.

A l'exemple de la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, l'Assemblée Constituante déclara en 1789 que « la loi, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse, doit être égale pour tous ».

En 1791, la même Assemblée révolutionnaire adopta l'institution, d'origine anglaise, du jury en matière criminelle, donnant ainsi, à côté des magistrats professionnels, une place aux citoyens dans la juridiction pénale. La législation du siècle dernier, de son côté, a donné dans une large mesure à plusieurs catégories de citoyens, notamment à la partie lésée, un rôle important dans l'accusation.

Dans la procédure criminelle, les mesures inquisitoires, en premier lieu la question, ont été abolies. On décréta la liberté de la défense et la garantie des droits individuels. On institua, à la place de la procédure écrite anciennement en usage, la publicité des débats à l'audience et le plaidoyer de vive voix et immédiat. La conscience du magistrat et des jurés a pu ainsi être libérée des entraves de l'épreuve écrite.

Toutes ces réformes, et plusieurs autres qui ont été réalisées par la législation des différents États, non seulement de l'Europe et de l'Amérique du Nord, mais aussi des anciens continents de l'Asie et de l'Afrique, au cours du dernier siècle,

furent toutes aussi indispensables qu'inévitables et constituent une amélioration sensible de la condition sociale des populations.

Il faut y ajouter la foule nombreuse des malheureux qui ont été, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, pour le crime imaginaire de maléfices, condamnés, comme sorciers, à la suite d'accusations absurdes, fruit de la superstition ou de la convoitise, à une mort ignominieuse. Plus considérable encore est le nombre des infortunés qui ont trouvé une mort prématurée dans les cachots au milieu de tourments cruels et barbares, ou qui, dans la promiscuité des prisons, sont tombés définitivement dans le gouffre du vice et de la criminalité. On peut inférer de là, combien est grand le nombre de ceux que la législation nouvelle a pu conserver à la vie honnête et laborieuse et transformer ainsi en citoyens utiles, au grand profit de la production nationale.

En même temps les locaux destinés à héberger les condamnés de droit public, ont subi une transformation radicale. Il est de notoriété publique que, dans les pays civilisés, les peines privatives de la liberté sont purgées partout maintenant, non plus dans des cachots souterrains ou dans des bagnes sombres et abjects, mais, au contraire, dans des maisons de détention aménagées à grands frais et remplissant toutes les conditions d'hygiène et d'humanité.

N'oublions pas non plus que les dispositions humanitaires des magistrats augmentent aussi graduellement. Les normes nouvelles introduites dans l'application des peines ont été employées par la plupart des tribunaux de façon à réduire les punitions au stricte minimum ou à peu près. Ainsi, dans notre pratique criminelle, le § 92 du Code pénal hongrois (loi V de l'an 1878), qui a trait aux circonstances atténuantes extraordinaires, a été appliqué dans plus de la moitié des cas. C'est dire que la mesure qui a été envisagée, par le législateur comme exceptionnelle, est devenue, au contraire, la règle dans la pratique.

Ainsi s'explique le fait que, tandis qu'au début du siècle dernier, la peine capitale a été prononcée généralement dans plusieurs milliers de cas, de nos jours, au contraire, on applique en moyenne dans les deux tiers des affaires pénales des peines privatives de la liberté d'une durée insignifiante, ne dépassant

sant pas quelques jours ou semaines, tout au plus quelques mois, ou bien des amendes de quelques couronnes, converties, en cas d'insolvabilité, en une détention d'un à deux jours au plus.

Cette transformation radicale s'est accomplie spontanément dans l'espace de quelques années. On est même tombé, par ci par là, dans l'excès tout contraire.

III.

On peut affirmer sans exagération que cette révolution pacifique qui a modifié de fond en comble le système judiciaire subsistant encore au XVIII^e siècle, a été, somme toute, une réforme considérable et heureuse.

Mais, comme toute institution humaine, elle n'est pas exempte d'erreurs. On n'a pas tardé à découvrir en effet, dans la législation pénale du dernier siècle, des erreurs notables et des inégalités, et on est arrivé à constater l'optimisme naïf de la conception tout entière.

On a dû se persuader, entre autres, qu'on était allé trop loin en tirant du principe vrai de « l'égalité de tous devant la loi », cette conséquence abusive, de considérer tous les délinquants, sans distinction, comme égaux, en les rapprochant tous dans une égalité qui rappelle la démocratie extrême ou le « sansculottisme » de Robespierre et consorts. On s'est aperçu de l'absurdité qu'il y a à frapper d'une même peine d'emprisonnement d'un délai déterminé, aussi bien le malheureux que la misère avait poussé à dérober occasionnellement un morceau de pain pour nourrir ses enfants, que tel autre malfaiteur qui avait fait du vol son gagne-pain habituel. C'était assimiler le criminel fortuit et occasionnel au malfaiteur endurci et professionnel.

On doit aussi taxer d'optimisme exagéré la croyance naïve que le progrès de la civilisation et l'amélioration graduelle de la situation matérielle des classes sociales inférieures amènera naturellement et sans effort la diminution de la criminalité. Il en est de même de l'espoir longtemps nourri de l'efficacité merveilleuse de la prison cellulaire et en général des peines de détention et d'emprisonnement.

Beccaria ⁽¹⁾ avait déjà dit en 1762 : « Vous voulez prévenir les crimes ? Faites que la civilisation s'allie à la liberté. » Et Victor Hugo, de son côté, s'exprime ainsi : « Peuplez les écoles et vous viderez les prisons. »

L'expérience a, depuis, incontestablement prouvé que l'espoir que ces hommes éminents avaient conçu fut purement utopique.

Car, malgré le progrès réalisé sur ce terrain, on a dû constater non seulement que la criminalité n'a pas disparu, mais, qu'au contraire, ses formes, atténuées, il est vrai, tendent sans cesse à augmenter. On s'est aperçu encore d'autres phénomènes qui font réfléchir et inspirent même des craintes sérieuses.

Il n'y a pas de doute : les crimes d'une nature plus grave et surtout ceux qui sont plus dangereux pour la sûreté publique, tels que le vol avec effraction ou l'assassinat, ont notablement diminué. Dans notre pays, par exemple, le type légendaire du « pauvre garçon » ou *betyár* a complètement disparu. Par contre, dans certains autres, la société a été obligée, pour pouvoir se défendre contre les agressions des criminels audacieux, pervers et endurcis, et pour prémunir les honnêtes et paisibles citoyens, de créer des organisations spéciales.

La criminalité de notre temps présente, de plus, un symptôme d'une gravité exceptionnelle. C'est la participation de plus en plus fréquente dans la perpétration des crimes de jeunes malfaiteurs. Ainsi, dans la plupart des pays civilisés, le nombre des jeunes criminels a triplé dans les dernières années. Il s'est formé, en outre, dans beaucoup de localités, principalement dans les grands centres industriels où les usines abondent, toute une classe de criminels de profession, dont les excès, les rechutes et les méfaits sans nombre ont servi de point de départ à une législation inconnue jusque-là. Ils ont donné naissance aussi à des principes de droit nouveaux, comme à des règles de justice différant complètement de celles qui ont été en usage de tout temps.

Il est incontestable que les magistrats sont allés trop loin en appliquant constamment, ou du moins dans la majorité

⁽¹⁾ *Des délits et des peines* § 41, p. 113 de la traduction hongroise de Tarnai.

des cas, le minimum des peines aux criminels. Outre l'entraînement, il y a à cela aussi des raisons psychologiques et même, en quelque sorte, purement administratives que les personnes qui sont de la carrière connaissent parfaitement. En effet, une bonne partie des magistrats sont convaincus que plus ils feront preuve d'indulgence envers les criminels, plus leurs sentences contribueront à leur assurer la réputation de juges humains et bons. La grande majorité des condamnés, si la sentence prononcée n'est pas trop sévère, préfèrent se résigner, et le procureur lui-même renonce dans beaucoup de cas à interjeter appel, de peur de passer pour un magistrat féroce. La plupart des juges de première instance se préoccupent en outre de ce que leurs verdicts acquièrent le plus possible force de chose jugée, c'est-à-dire qu'ils soient le moins possible modifiés par les Cours d'appel. Plus le nombre des jugements confirmatifs de ceux de la première instance est grand, plus le magistrat est considéré et favorisé à l'occasion.

Toutes ces circonstances concourent donc pour faire pencher les magistrats vers l'indulgence. C'est ainsi que j'ai entendu prononcer un peu au hasard nombre de sentences condamnant les prévenus, en application du § 92 du Code pénal, à une amende de 10 couronnes au principal et 5 couronnes accessoires. Et cette légère amende était encore convertible, en cas d'insolvabilité, en 1 ou 2 jours de détention. Les parties naturellement acquiescèrent à ces jugements.

Cet état de choses est encore aggravé chez nous dans la pratique par le fait que l'administration pénitentiaire néglige souvent de rendre efficace la peine d'emprisonnement, en n'astreignant pas les condamnés fainéants ou peu laborieux à se livrer à un travail continu et fatigant.

Les peines privatives de la liberté de courte durée se purgent, la plupart du temps, dans des maisons de détention peu importantes où, en vertu des dispositions assez mal inspirées du § 40 du Code pénal hongrois, les condamnés ne sont pas séparés en catégories, ni triés. On garde donc ensemble les délinquants condamnés à la prison de courte durée, sans surveillance sérieuse et sans leur donner une occupation qui mérite ce nom, avec des vagabonds habituels et des vauriens désœuvrés. On néglige ainsi de procurer aux détenus une occupation sérieuse. En fait, c'est assez difficile de leur en

donner une, car, dans les prisons de moindre importance il n'est guère possible de faire exécuter des travaux agricoles ou autres qui se pratiquent au grand air et que les condamnés désœuvrés ou ignorant un métier industriel peuvent apprendre assez vite et pratiquer avec succès pendant le temps de leur détention.

Il s'ensuit que, dans l'impossibilité où l'on est d'occuper les détenus, même dans la bonne saison et à plus forte raison en hiver, au grand air (étant donné l'absence du terrain nécessaire à cet effet), une partie des condamnés ne fait absolument rien, et l'autre s'occupe à des travaux qui ne valent guère mieux, tel que, par exemple, la confection de sacs de papier ; de sorte que le but poursuivi qui est d'habituer les détenus à un travail sérieux, n'est nullement atteint.

Il ne faut pas se le dissimuler : pour nombre de condamnés appartenant à la classe inférieure de la population, qui connaissent par une expérience douloureuse toutes les détresses et toutes les misères de la vie, la détention à court terme dans une prison crée souvent une situation plus favorable que ne le sont les conditions d'existence de beaucoup de travailleurs. Ainsi il n'est pas douteux que le travail du mineur au fond du puits est bien plus fatigant et surtout plus exposé aux accidents de toute sorte que l'occupation des condamnés de droit public qui consiste à confectionner des sacs de papier dans des salles claires, bien chauffées, bien aérées de la prison où ils travaillent en commun sans trop de fatigue et en causant les uns avec les autres. Il est certain que pour les condamnés qui ont expérimenté la manière de vivre pratiquée dans les maisons de détention, la perspective d'y être internés de nouveau n'a réellement rien d'effrayant et elle ne les empêchera nullement de commettre un nouvel délit pour éviter cette sorte de punition.

De plus, les condamnations à la prison de courte durée n'ont même pas l'avantage d'habituer les délinquants à un travail régulier ou à un genre de vie réglé, et encore moins de les transformer en membres utiles de la société. Au contraire, les condamnés, pendant le temps de leur réclusion qu'ils passent nécessairement avec des malfaiteurs professionnels et des repris de justice endurcis, perdent le goût et même l'aptitude au travail ; surtout si, comme il arrive

fréquemment, ils ne trouvent pas à s'occuper après leur sortie de la prison. Par contre, ils y ont contracté une foule de nouvelles relations qui les détournent souvent de la vie honnête et laborieuse, attendu que les camarades de prison sont pour la plupart des professionnels de la criminalité qui s'empressent à les embrigader, pour peu qu'ils trouvent dans leurs adeptes des inclinations qui correspondent aux leurs.

IV.

Contrairement aux habitudes de vague généralisation et de formalisme administratif en usage au siècle dernier, il y a lieu, à mon sens, de faire prévaloir désormais deux principes salutaires et d'une portée très grande, qui sont : la classification des délinquants et le traitement approprié à l'individualité des criminels. En effet, n'est-il pas absurde d'appliquer des normes de droit égales à des individus qui sont en tout dissemblables ? Il faut, autant que possible, éliminer de la pratique pénale les condamnations à la détention dans une prison, comme inutiles pour la plupart et même dangereuses. On peut y arriver par les deux moyens suivants : 1^o le sursis conditionnel de la condamnation, mesure introduite dans notre pratique criminelle dès le 1^{er} octobre 1908, par le premier chapitre de la loi XXXVI de 1908 ; 2^o la libération provisoire et à titre d'épreuve, appliquée aux criminels mineurs par la même loi (chapitre II).

Les généralisations abusives, pour ne pas dire absurdes, ne manquent pas non plus dans notre Code des contraventions (loi XL de l'année 1879). Ainsi le § 18 de cette loi statue la défense d'astreindre au travail les condamnés pour contraventions.

Le législateur me semble avoir oublié en stipulant cette défense, une circonstance assez importante. En effet, sont passibles des peines pour contraventions non seulement le paisible cultivateur ou l'artisan honnête qui a omis de détruire les chenilles des arbres fruitiers ou qui a fait vacciner son enfant tardivement, par exemple, mais aussi et surtout, une foule de vagabonds et désœuvrés, tels que les romanichels (tziganes) nomades et malfaiteurs. Or, il est inadmissible que

l'État confine dans les prisons bien aménagées, aérées et chauffées, grâce aux lourds impôts prélevés sur les citoyens honnêtes et paisibles, des malfaiteurs professionnels et des mendiants désœuvrés et vagabonds, sans qu'il ait en même temps le pouvoir de les astreindre à un travail régulier pendant leur détention.

Il y a lieu, en outre, de faire prévaloir dans la pratique criminelle deux autres considérations d'une très grande importance.

La première consiste dans la nécessité de donner au criminel novice, qui tombe pour la première fois sous le coup d'une condamnation pénale, le moyen de reprendre le chemin de la vie honnête et laborieuse. On y arrive par les mesures, adoptées aussi chez nous dernièrement, qui sont relatives au sursis et à libération conditionnelle et, en outre, par l'organisation des patronnages institués en vue de la protection des délinquants occasionnels, qui commencent également à fonctionner avec quelque fruit dans ce pays.

D'un autre côté, en face des malfaiteurs professionnels qui, malgré les bons procédés mis en usage à leur égard par la société aussi bien que par les magistrats, continuent à se faire une ressource de la pratique des crimes, et qui par leur perversité audacieuse menacent constamment la sécurité publique et l'ordre établi, la législation est tenue de fournir à la société des honnêtes gens plus de sécurité et de garanties de tranquillité que n'en peut procurer le droit criminel actuellement en vigueur.

Cela signifie que, pour une foule de criminels menaçant d'une façon constante la sécurité publique et pour les malfaiteurs professionnels, il y a lieu de suspendre la valeur magique de certains mots d'ordre qui nous ont été légués par nos prédécesseurs.

Il est temps, notamment, de mettre fin au culte superstitieux des idéologues à l'égard de l'individualité humaine sacro-sainte et intangible. Il n'est plus de mise d'appuyer désormais sur les soi-disant droits constitutionnels et politiques des criminels par habitude, vu que ces derniers constituent un danger évident pour la paix publique.

On doit adopter et faire prévaloir désormais dans le milieu social des devises d'un tout autre caractère. Il faut appuyer,

notamment, sur les principes suivants : protection plus efficace des intérêts de la société ; obligation à un travail sérieux et continu des criminels en état de s'y livrer ; éducation rationnelle et sévère des condamnés de droit public, pendant la durée de la peine encourue par eux, en vue d'en former des travailleurs honnêtes et consciencieux.

V.

Je tiens à rappeler au lecteur que je n'écris pas pour les juristes proprement dits, mais que j'essaie de donner au grand public une idée de la transition critique que subit en ce moment la législation pénale dans le monde civilisé, sans distinction de pays.

Voici les raisons qui me semblent autoriser la supposition que la législation criminelle traverse réellement une crise.

Nous assistons depuis une trentaine d'années à une lutte vive et acharnée qui, d'un côté, poursuit la démolition des institutions fondamentales, des axiomes et normes les plus essentiels de la juridiction criminelle et, de l'autre côté, défend énergiquement ces mêmes axiomes et institutions. Depuis l'an 1876, qui est le point de départ du conflit que je viens de signaler, les tendances rénovatrices surgies dans le domaine de la jurisprudence ont pris, précisément dans le droit pénal, un caractère beaucoup plus radical et plus véhément que dans n'importe quelle autre branche de la science

Il est incontestable que de nos jours, aussi bien une partie considérable des théoriciens proprement dits du droit pénal que beaucoup de magistrats chargés de l'application journalière — et, parmi ces derniers, surtout les praticiens qui, au milieu de leurs occupations pénibles et absorbantes, ont gardé l'habitude de raisonner sur la manière de remplir leurs fonctions et se rendent compte à eux-mêmes des résultats obtenus — sont également mécontents d'un certain nombre d'institutions qui font partie de l'organisation judiciaire (il suffit de rappeler, sous ce rapport, les attaques sans cesse renaissantes dont l'institution du jury est l'objet), comme aussi de certains normes en vigueur dans le droit pénal moderne.

Les nuances radicales de l'école *positive* en particulier — dont il sera encore question plus amplement dans la suite de ce travail, ont adressé des critiques véhémentes à l'endroit des principes du droit criminel en usage dans la plupart des pays. Un certain nombre de partisans de cette école affirment même la nécessité de remanier de fond en comble l'ensemble de la législation pénale. Les plus intransigeants de ces réformateurs sont allés jusqu'à contester les idées, considérées généralement comme fondamentales, du fait délictueux, du libre arbitre et de la responsabilité individuelle. Ils auraient volontiers changé aussi les caractères distinctifs de la peine, en abolissant cette dernière, surtout quand il s'agit de criminels nés tels, ou de ceux qui sont prédisposés par leur constitution cérébrale à commettre des actions punissables, en les mettant simplement dans l'impossibilité de nuire à leurs prochains, ou en adoptant telle autre mesure coercitive à prendre par l'autorité en remplacement des punitions en usage.

Il y en a eu parmi les novateurs qui, en mettant de côté délibérément les principes de la justice, les ont remplacés par les exigences de l'utilité ou plutôt de l'opportunité sociale. Cette prétention a donné lieu dans la suite, chez les partisans de l'ancien droit, à cette observation que la *justice* qu'on a considérée pendant si longtemps comme le principe suprême de la juridiction humaine, est devenue tout à fait accessoire dans le système des réformateurs radicaux. De telle sorte que, d'après ces derniers, il conviendra de remplacer le magistrat, qui est chargé de rendre justice, par les soins médicaux, par les arrêts de police ou par des mesures administratives arbitraires tranchant les questions sans appel et définitivement.

Même parmi les partisans moins outrés de la réforme du droit pénal qui occupent une place intermédiaire entre l'école *classique* et les radicaux, on rencontre des penseurs qui acculeraient volontiers la législation criminelle à une position extrêmement critique. Je me permets de citer à ce sujet une déclaration, aussi ingénieuse que spirituelle, du professeur Van Hamel d'Amsterdam, faite dans la réunion plénière de l'*Association internationale du droit pénal* tenue à Hambourg, devant un public composé en grande partie de réformateurs radicaux ou de partisans des écoles inter-

médiaires, et dont voici la teneur : « Il suffirait d'abolir trois idées, à savoir le fait délictueux, la peine et la responsabilité, et le reste ira tout seul ». Il va sans dire qu'on pourra bien imaginer une sorte de traitement médical ou encore des mesures administratives ou policières, sans tenir compte des trois conceptions fondamentales en question, — mais alors il serait fait sans aucun doute de la juridiction pénale.

L'état de crise que traverse le droit pénal, est rendu encore plus évident par cette circonstance qu'à la place de sinstitutions anciennes, pleines de lacunes de toute sorte et reconnues défectueuses par tout le monde, et des axiomes battus en brèche par les partisans des idées nouvelles, il a été impossible d'en créer d'autres qui conviennent mieux. Et non seulement les novateurs radicaux ont échoué dans cette tâche, et une partie notable de leurs prétentions a été même victorieusement réfutée ; mais les réformateurs modérés eux-mêmes n'ont pas réussi jusqu'à ce jour à proposer des institutions meilleures et des axiomes de droit plus rationnels.

Nous sommes, de plus, aussi éloignés que jamais de la perspective de voir se constituer un système complet et satisfaisant de criminologie.

En attendant, on est parvenu dans la plupart des pays à cette conviction bien arrêtée que la législation criminelle, telle qu'elle existe actuellement, laisse beaucoup à désirer. Les hautes sphères gouvernementales sont tout disposées à apporter des modifications plus ou moins importantes, dans un sens plutôt radical, tant à l'organisation judiciaire qu'au droit pénal et à la procédure criminelle. Il en est ainsi non seulement en Angleterre, si conservatrice d'habitude, mais aussi en France où l'on modifie depuis un siècle presque tous les ans soit l'une soit l'autre disposition de l'ancien et vénérable Code pénal, de même que la procédure, sans parler de l'Allemagne, de l'Italie et d'une foule d'autres pays moins importants sous ce rapport. (1)

(1) On peut citer à l'appui de cette thèse le nombre considérable de nouveaux codes et de projets qui ont été créés ou publiés ces dernières années. Ainsi, on a promulgué au Japon un Code pénal nouveau en 1907, et au Siam en 1908. Au printemps et à l'automne de 1909 des projets de code, contenant des modifications importantes, ont été publiés en Suisse, en Allemagne et en Autriche. Au point de vue de l'organisation judiciaire et de la procédure pénale, il convient de noter, comme un symptôme caractéristique, le fait que les codificateurs offi-

L'état de crise peut donc se résumer ainsi. Non seulement on se rend compte un peu partout, mais on sait indubitablement, par une expérience prolongée depuis plusieurs années, que le droit pénal, l'organisation judiciaire et certaines parties de la procédure criminelle, en particulier le système des recours, présentent de graves lacunes et ont grand besoin d'être revus et modifiés. En contradiction formelle avec un certain nombre de magistrats français qui avaient déclaré dans la seconde moitié du XVIII^e siècle que le système judiciaire et les règles de la procédure, en vigueur à ce moment, mais également repoussés par tout le monde à l'heure actuelle, étaient les seuls bons et conformes à une pratique de longue date : la magistrature actuelle est presque unanime à reconnaître que la législation pénale en vigueur de nos jours est, sous beaucoup de rapports et même dans beaucoup de ses dispositions essentielles, au-dessous des exigences de la vie réelle. Mais si l'on est d'accord pour critiquer le système qui est en vigueur, on l'est moins quand il s'agit de le remplacer par un autre plus parfait.

On manque, notamment, des garanties indispensables en pareille occurrence. On n'est pas sûr, dans l'espèce, que les règles nouvelles, destinées à remplacer l'ancien droit, seront en mesure de soutenir victorieusement l'épreuve d'une pratique prolongée qui est pour les institutions le seul critère décisif.

D'autant plus que toutes les réformes sans exception qui ont été réalisées ces derniers temps sont encore, pour ainsi dire, à l'essai. La pratique judiciaire, loin d'être fixée, ne nous présente sous ce rapport que des inconvénients sans nombre, l'indécision et même la confusion.

Les exagérations manifestes des criminalistes de l'école positiviste radicale ont été victorieusement réfutées, à la vérité, mais ce qui surnage parmi les idées avancées par elle, tout en présentant en partie une réelle valeur, n'a pas encore acquis

ciels se sont prononcés, dès 1906, en Allemagne, et au mois de septembre 1909 en Autriche, contre le jury en matière criminelle et ils se proposent de mettre à la place le *Schöffengericht*. C'est là une sorte de tribunal populaire où les magistrats professionnels et un certain nombre de citoyens siègent et délibèrent ensemble. Outre cette réforme radicale de l'organisation, les gouvernements des deux pays cités ont déclaré leur ferme résolution de modifier beaucoup de dispositions de la procédure criminelle en vigueur.

une forme définitive et n'est pas prêt à être utilisé par les codificateurs.

Il y a à peine quelques normes de cette provenance dont le triomphe paraisse assurée et qui soient hors de contestation. Telles sont : l'inefficacité ou plutôt l'effet désastreux de la détention de courte durée et le succès incontestable, dans toute l'Europe, y compris aussi la Hongrie, de la réforme d'origine américaine du droit pénal des mineurs, particulièrement des tribunaux de l'enfance.

VI.

Il est hors de doute que, malgré la confusion inhérente à l'état de transition critique que nous traversons en ce moment, la législation criminelle et l'organisation judiciaire, tout en conservant leurs anciennes fonctions, vont être chargées, à l'égard de certaines catégories de criminels, d'attributions nouvelles, aussi importantes que celles qui leur ont été dévolues jusqu'ici.

On peut être certain, notamment, que les différentes législations pénales vont être obligées d'appliquer certains principes préconisés par les nouvelles écoles. Il en sera ainsi, spécialement, à l'égard de trois groupes aussi importants que nombreux de criminels, à savoir les jeunes malfaiteurs, puis ceux dont la responsabilité est limitée, c'est-à-dire dont l'état mental laisse à désirer et les dégénérés, enfin les malfaiteurs professionnels qui compromettent d'une façon constante la sûreté publique. A l'égard des dits catégories de criminels, il va falloir faire table rase des principes anciens trouvés en défaut, et l'on va être obligé d'adopter, d'abord à titre provisoire, des solutions plus efficaces, afin d'être en état de réformer plus tard, et à bon escient, tout l'édifice de la législation pénale.

Ce serait une erreur de croire que l'œuvre importante d'amélioration qui a été accomplie, envers les trois catégories de criminels qu'on vient d'énumérer, dans la législation pénale de quelques États (notamment en Grande-Bretagne, pourtant si conservatrice), et qui est à l'état de préparation dans d'autres pays, soit due à quelques penseurs éminents ou bien

au courant d'idées modernes et aux efforts des nouvelles écoles.

Le triomphe des idées réformatrices est dû, bien plus qu'au mouvement théorique et à l'essor des nouvelles idées, à deux facteurs d'une portée exceptionnelle.

C'est d'abord le sentiment intime des besoins de la pratique judiciaire. Ensuite c'est la conviction de plus en plus enracinée que le système de juridiction pénale, en vigueur jusqu'ici, ne répond plus aux exigences de la vie moderne, mais qu'il a besoin d'être complété par des institutions nouvelles et qu'il doit être réédifié sur des bases entièrement nouvelles. Il y a moyen de se réserver ainsi la possibilité, au cas où les règles judiciaires, adoptées ainsi, ne soutiendraient pas en tout l'épreuve de la vie pratique, d'édifier progressivement, au moyen de modifications partielles, un autre système sur des principes entièrement nouveaux.

Sous ce rapport il faut citer, comme très caractéristiques, les lois anglaises entrées en vigueur en 1909. Voir aussi les dispositions à l'égard des criminels qui constituent une menace continuelle pour la sécurité publique, comprises dans les trois projets de loi présentés dans la même année. ⁽¹⁾ Il s'agit, dans l'espèce, de mesures prises par les magistrats, dans l'intérêt supérieur de la sécurité sociale, à côté et en dehors des peines proprement dites.

VII.

Une des autorités les plus reconnues en matière de droit pénal, le professeur allemand Feuerbach, qui est également estimé comme savant et comme codificateur, a émis, dans sa critique du Code pénal bavarois (I^{re} partie, p. 51), publiée il y a plus d'un siècle, l'opinion suivante : « La première condition que doit remplir toute législation pénale, est d'être basée sur quelque idée générale et directrice dont les mesures particulières ne soient qu'un développement continuuel ».

⁽¹⁾ Ce sont, notamment, la troisième rédaction du projet de Code pénal suisse publié en avril 1909, suivi, au mois de septembre, par le Code pénal de l'Autriche et, en novembre de la même année, par le projet de l'empire allemand.

Or, il est certain que cette assertion du savant allemand est complètement erronée.

A l'heure qu'il est, nul ne s'aviserait de penser que la législation pénale ou la magistrature fût chargée d'appliquer partout et à tout prix les conséquences d'un principe quelconque. Inversement personne n'affirmerait que la législation et les magistrats eussent le droit de commettre une injustice ou de prendre une mesure inique pour rester conséquents à un principe quel qu'il soit.

Nous ne sommes plus au temps où les jurisconsultes, séquestrés de la vie ambiante et enfermés entre les quatre murs de leur cabinet d'étude, se livraient à des méditations approfondies sur le cumul et sur la cause productrice des délits, ou bien s'appliquaient à creuser certains problèmes de la procédure concernant le système d'accusation ou les conditions de légalité, etc. Les savants du temps jadis croyaient leur tâche bien remplie quand ils avaient posé un principe nouveau ou introduit une modification plus ou moins importante dans les détails de la procédure.

Le résultat le plus important du mouvement d'idées suscité par les écoles modernes consiste dans le fait que le droit pénal, considéré autrefois comme entité dogmatique, a été remplacé par l'ensemble des *sciences pénales*, prises dans un sens beaucoup plus large. Il est certain que le droit criminel subsistera toujours comme partie intégrante de la jurisprudence, mais il n'est pas moins vrai qu'il devra être complété par les méthodes d'investigation propres d'un côté aux sciences naturelles, notamment à la médecine et en particulier à cette branche qui s'occupe des maladies mentales, et, de l'autre, aux sciences sociales. Il devra, en outre, s'approprier les résultats des recherches faites dans toutes ces sciences.

Or, si l'on utilise les renseignements fournis par les investigations dont il s'agit, on arrive à la conclusion suivante : Ni la législation ni les sciences pénales n'ont pour destination exclusive d'établir un principe d'une portée universelle, et de l'appliquer partout invariablement, avec une conséquence rigoureuse et inflexible. Bien au contraire, elles n'ont pas d'autre but que de diminuer, autant que possible, le nombre des crimes et des criminels.

VIII.

Bien que le but ainsi déterminé soit à peine entrevu encore à l'heure qu'il est, on peut dire néanmoins qu'en ces dernières années, on a beaucoup fait pour envisager le problème de la criminalité d'une manière plus saine et plus profonde, et aussi pour l'examiner sous toutes ses faces.

Ce résultat est dû en première ligne aux branches de sciences nouvellement instituées et aux méthodes de recherches trouvées tout récemment.

Ainsi, pour entrer dans quelques détails, la statistique criminelle jette une lumière nouvelle sur les différentes formes et variétés que présente la criminalité. Lombroso et son école ont fait ressortir les raisons physiologiques qui influent sur la production des faits délictueux; ils ont aussi examiné le rôle de l'individualité du criminel. La médecine mentale a particulièrement recherché les prédispositions anormales ou malades de l'état mental et moral des délinquants; elle a, de plus, essayé d'établir une relation constante entre l'organisme dégénéré et la criminalité. La sociologie criminelle s'est principalement attachée à démontrer l'influence du milieu ambiant et l'action des facteurs sociaux. Les criminologues de l'école de Marx ont particulièrement insisté sur l'importance décisive de la situation économique. D'autres se sont attachés à rechercher l'influence des facteurs d'ordre physique, tels que l'alcoolisme, etc.

A l'aide de ces sciences d'origine récente et des méthodes de recherches nouvelles, on est arrivé à étudier, dans ces dernières années, la criminalité d'une façon bien plus intense qu'il n'a été possible de le faire pendant les milliers d'années qui ont précédé notre temps.

Il est donc permis d'affirmer sans jactance qu'on connaît mieux actuellement qu'à n'importe quelle autre époque, la criminalité et ses diverses formes, de même que les facteurs déterminants des faits délictueux et les différentes catégories de délinquants qui sont déterminées par les conditions de leur existence. On est fixé aussi sur l'efficacité des peines infligées aux criminels, sur les résultats produits par les condamnations ou, pour mieux dire, sur les défaillances con-

statées dans l'application des peines. On a pu également se convaincre de la nécessité d'employer d'autres moyens coercitifs et de nouvelles méthodes, pour arriver à faire baisser le nombre des crimes commis.

On est, de plus, arrivé à cette constatation qui a déjà été accentuée par le professeur List, de Berlin, que dans la lutte entreprise contre la criminalité, la peine infligée est, en vérité, une arme qui a son importance, mais est loin d'être la seule, ni la plus décisive.

Il est hors de doute qu'on n'arrivera jamais à supprimer complètement la criminalité, ni au moyen d'un système de peines, fût-il combiné avec le plus de soin et appliqué avec la plus grande circonspection, ni, encore moins, en augmentant la rigueur des punitions infligées. Il convient de rappeler aux partisans de la sévérité progressive que du XVI^e au XVIII^e siècle les peines cruelles et barbares, alors en usage, ont été exécutées sur les délinquants publiquement au milieu de tortures atroces, faites pour effrayer le public et, malgré ces exemples statués, le nombre des crimes féroces et sanguinaires n'a nullement diminué.

Au contraire, le caractère des crimes commis a subi un changement avantageux, surtout à partir du moment où les punitions sont devenues moins sévères. Cela ne veut pas dire que la criminalité se soit amendée par suite de l'adoucissement des peines, mais simplement que l'activité de la police préventive est devenue plus intense et surtout plus efficace. De plus, beaucoup de circonstances qui ont favorisé jadis la formation de bandes de forbans et d'autres criminels par habitude et qui ont rendu possible la perpétration de leurs excès, ont cessé d'exister.

Il est indubitable, d'un autre côté, que les peines de détention de courte durée et l'emprisonnement successif des délinquants allant jusqu'à une douzaine de fois de suite, sont encore moins faits pour diminuer le nombre des délits.

Les efforts combinés de la législation et de la société ne parviendront à approcher de ce but, également désiré par tout le monde, que si le système de peines actuellement en vigueur est complété par une double série de mesures qui auront pour but, d'un côté, la prévention et, de l'autre, l'assurance de la sûreté publique.

IX.

Au lieu d'infliger des peines pour des crimes déjà perpétrés, il serait beaucoup plus rationnel et moins dispendieux si la législation et l'administration, l'État et la société, d'un commun accord, faisaient leur possible pour prévenir les crimes par tous les moyens dont ils peuvent disposer.

Pour y arriver, le moyen le plus efficace, et aussi le plus indispensable, est l'établissement et le bon fonctionnement d'une police préventive bien organisée, dont les organes soient suffisamment instruits et se trouvent à la hauteur de leurs fonctions. Mais ce n'est là qu'une petite parcelle des mesures à prendre.

Il convient d'y ajouter l'action que doivent déployer l'État et la société sur le champ immense de la politique sociale, afin d'enrayer la criminalité.

Je risque peut-être de déplaire aux partisans du matérialisme et aux disciples d'Épicure en affirmant qu'il faut ranger encore dans la même catégorie tout ce qui est susceptible d'élever le niveau mental et la dignité morale de l'homme, comme tout ce qui contribue à faire prévaloir la probité, la décence, les principes sévères et la discipline volontaire, sur la manière de vivre égoïste, sensuelle et vicieuse. N'oublions pas non plus les moyens qui rendent les hommes plus sobres, plus appliqués et plus persévérants; qui trempent leur énergie et les rendent plus aptes à une vie honnête, laborieuse et sans tares.

Il faut surtout attacher une grande importance à tous les moyens qui contribuent à élever le bien-être matériel, physique et intellectuel de la classe inférieure de la société dont les membres, si l'on doit ajouter foi aux enseignements de la statistique, commettent relativement plus souvent des crimes. Il convient donc de fortifier la masse de la population, afin qu'elle soit en état de résister victorieusement aux occasions et aux tentations qui se présentent.

Une des mesures les plus efficaces, sous ce rapport, c'est la protection et l'éducation des enfants abandonnés à un âge où ils ne sont pas encore en état de pourvoir à leurs besoins,

comme aussi des mineurs qui vivent dans un milieu où ils sont exposés à tomber dans le vice et dans la vie immorale. Il est juste de dire que la plupart des États civilisés, et entre autres la Hongrie, y pourvoient, depuis quelques années, d'une façon assez satisfaisante.

La protection de l'enfance par la société et par l'État prend dans notre pays d'année en année une extension plus grande. Actuellement, l'État à lui seul protège plus de 60.000 enfants. Les tribunaux d'enfants, institués par la loi modifiant le Code pénal (XXXVI de l'an 1908), sont autorisés (§§ 15—16 de la loi) d'enlever les enfants en butte à des dangers moraux, au milieu vicieux où ils se trouvent et d'ordonner leur éducation corrective. La même loi (§§ 17—18) les autorise aussi à prendre des mesures analogues à l'égard des mineurs criminels, c'est-à-dire d'ordonner, selon l'individualité des jeunes délinquants, ou leur éducation corrective qui dure toute une série d'années ou, en cas de nécessité, leur détention dans des prisons spéciales. ⁽¹⁾

Plusieurs États de l'Europe ont obtenu un succès appréciable dans la lutte entreprise contre les ravages de l'alcoolisme. On sait, en effet, que l'abus des boissons alcooliques engendre, en général, une infinité d'actes criminels. Notre pays est, sous ce rapport, peu avancé et, en l'absence de mesures législatives, nous sommes réduits à espérer l'atténuation de ce fléau de l'extension de la culture intellectuelle aidée par une sage limitation des débits de boissons.

Parmi les mesures préventives, il faut mentionner encore les institutions qui se proposent de combattre la fainéantise et le désœuvrement (Bourses de travail, colonies d'ouvriers, ateliers provisoires). La lutte contre la mendicité, le vagabondage et la vie dissolue et vicieuse, celle entreprise contre le paupérisme, de même que l'assainissement des logements ouvriers, l'assurance contre les accidents et les retraites ouvrières, etc., etc., appartiennent également à cette catégorie d'institutions de prévoyance.

⁽¹⁾ J'ai traité plus en détail ces questions dans mon livre intitulé *Les mineurs et le droit pénal* (en hongrois) (1909, p. 181—271).

X.

Dans les cas où il n'a pas été possible de prévenir le crime, il devient d'une importance majeure de procéder, en abandonnant définitivement le traitement uniforme des criminels et le formalisme administratif, à la classification rationnelle des malfaiteurs et de leurs complices.

1. Il faut distinguer, avant tout, ceux dont l'état mental est anormal. Or, le nombre de ces infortunés est, d'après les relèvements faits dans certains États, tellement grand qu'il inspire avec raison des craintes sérieuses. ⁽¹⁾

Cette catégorie comprend, en dehors des aliénés qui constituent une menace constante pour la sécurité publique (et au sujet desquels tout le monde est d'accord qu'il faut les soigner dans des établissements spéciaux appartenant à l'Etat), les individus à responsabilité limitée, les dégénérés, les neurasthéniques, les hystériques, les épileptiques et les alcooliques, enfin les sujets ayant subi une lésion du cerveau à la suite de laquelle leurs facultés mentales se sont dérangées. Tous ces sujets forment un danger constant pour la paix publique et il convient de limiter leur liberté de circulation dans l'intérêt de la société.

Il faudrait donc créer des institutions spéciales pour y placer les personnes tarées appartenant aux catégories que je viens d'énumérer. Il est entendu que leur détention ne doit pas revêtir le caractère d'une peine, encore moins d'une rétorsion, mais elle doit plutôt conserver celui d'un traitement médical ou hygiénique.

2. Il n'est pas douteux que, pour ce qui concerne la grande majorité des criminels majeurs et sains d'esprit, les axiomes du droit pénal actuellement en vigueur, tels que : la responsabilité individuelle, le libre arbitre et, comme sanction, les peines de privation de la liberté d'une durée plus ou moins longue, resteront encore longtemps en usage quand il s'agit

⁽¹⁾ Prins, dans l'ouvrage intitulé *Dégénérescence et Criminalité*, publie les résultats du dénombrement des dégénérés fait, en Angleterre et aux États-Unis, par une commission spéciale. On y a compté dans les cinq dernières années 150.000 et, de plus, 67.000 aliénés dangereux pour la sécurité publique.

de crimes de droit public. Néanmoins une législation nouvelle et rationnelle s'efforcera de partager les délinquants de cette catégorie en plusieurs groupes distincts et séparés et de faire prévaloir, entre les limites de ces groupements, le traitement individualisé.

Distinguons, avant tout, deux grandes catégories qui exigent chacune un traitement radicalement différent. Ce sont, d'un côté, les criminels d'occasion qui ne font que débiter dans la carrière et, de l'autre côté, les malfaiteurs professionnels qui menacent la paix publique.

Notre législation a récemment adopté un principe qui est en vigueur aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord depuis une trentaine d'années environ, à savoir qu'il faut ménager le criminel novice, lors d'un premier délit ou d'une contre-vention de moindre gravité, surtout lorsqu'il y a des circonstances atténuantes méritant quelque attention. En vertu des §§ 1 et 8 de la loi XXXVI de 1908, les tribunaux sont loïsibles de suspendre l'application de la peine de détention ou d'emprisonnement ne dépassant pas la durée d'un mois, de même que la peine accessoire consistant en une amende plus ou moins élevée. Le juge est même autorisé, si le condamné témoigne, pendant le temps d'essai, d'une conduite irréprochable, à lui faire grâce de la peine encourue.

3. Les malfaiteurs professionnels et dangereux. Tous les criminalistes, théoriciens et praticiens, comme les membres du parquet et les juges d'instruction, savent d'expérience que, depuis cinquante ans environ, par suite surtout du développement, dans les grandes villes et les centres industriels, d'une classe particulière du prolétariat, il s'est formé dans ces agglomérations une espèce particulière de malfaiteurs désœuvrés qui constitue comme une sorte de parasites vivant sur le corps de la société, sans participer aux charges sociales.

Ces forbans existent sans distinction dans tous les Etats modernes en grand nombre et ils se soutiennent au moyen d'actions criminelles plus au moins graves ou bien ils vaquent à des occupations immorales ou inavouables dont ils partagent les profits entre eux. Cette catégorie de malfaiteurs se procure par le crime des ressources habituelles. Ils arrivent même à tirer de leurs méfaits des bénéfices supérieurs aux salaires modestes d'un ouvrier honnête et laborieux.

En face de ces malfaiteurs professionnels et dangereux, la sécurité de la société et de l'ordre public dispose de nos jours de moyens de défense tout à fait insuffisants ou, du moins, ces moyens sont de beaucoup inférieurs à ce qui a existé dans les siècles précédents.

Les peines atroces édictées contre les criminels par les tribunaux avaient pour effet non seulement d'inspirer une crainte salutaire, mais aussi la peine capitale ou l'emprisonnement prolongé pendant un temps presque illimité débarrassaient la société pour toujours, ou du moins pour très longtemps, des forfaits de ces criminels par profession et des récidives multiples de toutes sortes de mauvais sujets.

Ainsi le Code pénal de l'empereur Joseph II, qui a été en vigueur aussi en Hongrie pendant quelques années à partir de 1787, avait aboli, il est vrai, la peine capitale, mais il édicta, à la place de celle-ci, des peines de prison ou de bagne prolongées au delà de toute mesure et pouvant aller jusqu'à 50 ou 60 ans (les délits politiques tombaient aussi sous la même règle). Cette répression, que nous considérons aujourd'hui comme atroce et barbare, avait alors une tout autre signification. Elle avait pour effet, notamment, de débarrasser la société pour longtemps, ou même pour toujours, de toute une catégorie de malfaiteurs.

Par contre, nous constatons actuellement que la grande majorité, à peu près les 80% des condamnés, subissent un emprisonnement de quelques mois, tout au plus de 1 à 2 ans, après quoi les délinquants retournent dans le même milieu et se livrent au même train de vie qu'auparavant. La grande majorité des condamnés reprennent, après leur libération, la vie désœuvrée, dissolue et les mêmes dérèglements. Une partie considérable de ces individus retombe dans le crime et il y en a qui sont de nouveau condamnés comme récidivistes. Ajoutez-y qu'environ 30% des crimes et délits échappent à la vigilance des autorités, de sorte qu'on peut dire qu'un tiers des actions répréhensibles des criminels par profession passe pour ainsi dire inaperçu.

Au point de vue juridique, il faut ranger parmi les malfaiteurs qui compromettent la sécurité publique, les délinquants professionnels (tels que les cambrioleurs, les voleurs au tir ou pickpockets, les fripons et escrocs, les faiseurs de

quêtes frauduleuses, les faussaires, les recéleurs endurcis, etc.). Font encore partie de la même catégorie : les vagabonds professionnels désœuvrés quoique valides (tels que les tziganes nomades qui vivent aux dépens du public) et les mendiants interlopes. Il faut y ajouter les anarchistes qui font la propagande par le fait, c'est-à-dire ceux qui veulent détruire par des moyens violents toute organisation sociale.

Les aliénés dangereux et les individus à responsabilité limitée qui constituent une menace pour la sécurité publique, enfin les ivrognes invétérés, sujets aux accès de fureur, exigent une réglementation spéciale, surtout au point de vue de l'hygiène mentale.

On a vu plus haut que le rôle et les attributions des magistrats ont subi un changement complet par rapport aux délinquants mineurs. Il en est de même pour les malfaiteurs professionnels et dangereux. Il faut noter particulièrement l'insuccès complet de la peine d'emprisonnement de courte durée. Elle s'est montrée d'une inefficacité absolue et ne constitue pour la société qu'une protection très insuffisante. A sa place, les législations modernes ont adopté deux sortes de réformes dont elles attendent un meilleur effet ; elles comprennent, en premier lieu, l'augmentation considérable de la durée de la détention et, en outre, tout un système de mesures de sûreté.

Les dispositions les plus caractéristiques sous ce rapport sont celles prises par la loi anglaise sur la *prévention des crimes*, promulguée le 21 décembre 1908 ; il faut y ajouter celles édictées par les projets de Code pénal suisse, autrichien et allemand. (1)

(1) Voici un aperçu des mesures de prévoyance comprises dans les projets de loi dont il est question plus haut. Le Code pénal suisse énumère les suivantes : emprisonnement indéterminé des criminels par habitude ; application à un travail régulier des individus désœuvrés et débauchés ; placement des ivrognes endurcis dans des asiles destinés aux alcooliques ; traitement médical des aliénés et des sujets à responsabilité limitée qui compromettent la sécurité publique (§§ 31 à 33, 16 à 17).

Selon le Projet de code autrichien, on prend les dispositions suivantes : détention à long terme des récidivistes dangereux, expulsion des sujets étrangers, placement dans des institutions spéciales des aliénés dangereux, des ivrognes endurcis et des sujets tarés non entièrement responsables (§§ 38—40, 36 et 37).

Le Projet de code allemand comprend les mesures suivantes : Détention des malfaiteurs habituels et professionnels, travail forcé des vagabonds, défense, pour les alcooliques invétérés, de fréquenter les cabarets et détention dans des asiles d'ivrognes, placement prolongé des aliénés et des irresponsables dangereux dans des asiles spéciaux (§§ 89, 42, 43, 65).

En vertu de la loi anglaise, ⁽¹⁾ entrée en vigueur en 1909 (§ 10), si le juge condamne un prévenu pour crime et si le délinquant, interrogé par le magistrat, avoue lui-même, ou bien si le jury constate ultérieurement qu'il appartient à la catégorie des malfaiteurs professionnels, alors le tribunal, tout en condamnant le prévenu aux travaux forcés, s'il juge, en considération des mœurs perverses et du train de vie coupable du condamné, qu'il est dans l'intérêt de la défense sociale que celui-ci soit détenu pour un temps plus prolongé, peut énoncer, par une sentence spéciale, que le condamné sera encore, après avoir purgé la peine de travaux forcés édictée contre lui, détenu ultérieurement pour un temps à déterminer par le magistrat, mais qui ne pourra dépasser dix ans, ni rester au-dessous de cinq ans. La peine ainsi énoncée porte le nom de *détention préventive*.

Les condamnés devront être forcés d'apprendre un métier. On préférera celui qui paraît le plus convenable à le nourrir après sa libération et au moyen duquel il devra gagner sa vie honnêtement et laborieusement (§ 13).

XI.

Il résulte déjà de l'esquisse rapide qu'on vient de lire que, sous l'influence des idées réformatrices récemment écloses, le caractère de la peine n'est plus ce qu'il a été anciennement, mais qu'il a subi une modification plus ou moins radicale.

Ainsi, la disposition que le magistrat peut prendre à l'égard du criminel mineur et qui est désignée par la loi sous le nom d'emprisonnement, n'est en réalité autre chose qu'un essai d'éducation réformatrice ou, en d'autres termes, un procédé de correction prolongée et d'une durée indéterminée. Chez les sujets qui ne sont pas complètement responsables de leurs actions, la peine qui leur a été jadis infligée, est remplacée par le traitement médical et psychiatrique continué pendant un temps indéterminé. Les aliénés dont la libre circulation constitue un danger pour la sécurité publique, tombent, au lieu d'être punis, sous le coup de dispositions qui garantissent

⁽¹⁾ *Prevention of Crime Act 8 Edw. 7, ch. 59.*

la société et qui rendent les sujets en question inoffensifs pour longtemps ou du moins pour une époque indéterminée.

Le traitement médical ou psychiatrique n'est nullement mesuré selon le degré de culpabilité, ou selon la gravité plus ou moins grande du fait délictueux commis par le sujet en question, mais il durera autant de temps que l'état du malade l'exige. La durée du traitement est fixée par un médecin expert ou par un comité composé de spécialistes.

En ce qui concerne les sujets dangereux, la différence entre la nouvelle conception et l'ancienne est tout aussi tranchée. Tandis que le magistrat prononce une peine qui est en rapport avec la gravité du crime commis, mais qui dure un temps indéterminé, au contraire, la durée de la détention dans une maison de retraite ou dans une prison se mesure selon que le prévenu compromet plus ou moins la paix publique.

Le droit pénal ancien se trouve donc, en somme, remplacé par des dispositions de sécurité d'un caractère administratif ou de haute police. La détention se prolonge aussi longtemps que l'exigent, d'un côté, les dispositions personnelles du délinquant et, de l'autre côté, l'intérêt de la sécurité sociale.

Mais comment fera-t-on pour prévenir soit les abus, soit l'arbitraire des magistrats ? Au moyen de comités de surveillance organisés à cet effet, où prendront place les délégués de la police, ceux de l'administration et au besoin des médecins aliénistes. Ces comités seront chargés d'examiner le séquestré à certains intervalles et, s'il y a lieu, vu sa conduite et les résultats de la détention corrective, de le libérer conditionnellement sans compromettre la sécurité publique. Si le verdict est affirmatif, on fixera aussi les conditions de la mise en liberté.

De cette façon, quand même le magistrat aurait prononcé l'emprisonnement pour toute une série d'années, voire pour une durée indéterminée, il y aura moyen de l'abrégé ou de rapporter entièrement la sentence, en tenant compte des intérêts individuels en jeu.

Sous ce rapport, on se butte encore contre une difficulté qui n'est pas sans une certaine importance. Voilà en quoi elle consiste : Les médecins aliénistes ont constaté d'une

façon indubitable qu'une partie considérable, presque la moitié, des récidivistes à plusieurs reprises doivent être considérés comme doués d'une conformation anormale, autrement dit comme des dégénérés. Si donc la législation voulait faire prévaloir à l'égard de ces individus la nécessité d'un traitement médical, ce serait aux médecins experts accrédités près des tribunaux qu'incomberait la charge de statuer sur la durée de la détention des prévenus dans les institutions créées à cet effet. Si elle voulait, au contraire, ne prendre en considération que le fait de la récidive multiple, alors il faudrait appliquer aux délinquants la détention prolongée où prévaudrait le caractère de la peine afflictive.

XII.

En dehors des groupes de délinquants qui ont été énumérés dans les paragraphes précédents, il conviendra encore généralement de réformer d'une manière radicale l'application des peines infligées à l'égard des condamnés qui sont susceptibles d'être modifiés et dont le nombre est plus grand qu'on ne croit.

Il faut de toute nécessité remplacer la détention de courte durée, dont l'inefficacité est devenue notoire aux yeux de tous, par l'emprisonnement prolongé ou d'une durée indéterminée. Mais il faut que cette peine soit combinée avec le travail forcé sans rémission et avec une discipline sévère, et qu'en outre la surveillance des détenus, qui doit s'exercer sans cesse, soit aussi vigilante que possible.

On peut prendre comme modèles, sous ce rapport, les *reformatory* qui existent dans les Etats-Unis de l'Amérique ou bien les pénitenciers anglais du système *Borstal*. ⁽¹⁾

Il convient de combiner en outre ce système de peines d'emprisonnement d'une durée indéterminée avec la libération conditionnelle. Voici en quoi consiste ce procédé. Si le condamné s'est bien appliqué à son travail pendant quelques années si sa conduite, sous d'autres rapports, a été aussi

⁽¹⁾ J'ai traité en détail ces institutions dans l'ouvrage déjà cité *Les mineurs et le droit pénal*, p. 226 et suiv.

irréprochable et s'il a, de plus, bien appris le métier qui doit lui servir de gagne-pain dans l'avenir, alors l'autorité compétente aura loisir de le mettre en liberté conditionnellement ; mais elle doit aussi pourvoir sans cesse à la surveillance active et à la direction convenable du sujet ainsi libéré.

XIII.

Ce serait sûrement une illusion trompeuse que de considérer les aspirations nouvelles qui se sont manifestées dans le domaine du droit pénal avec les yeux des premiers initiateurs radicaux, et d'en attendre des merveilles. Mais, d'un autre côté, il ne serait pas juste de récuser, à cause des exagérations de quelques exaltés aux espérances téméraires, soit les nouvelles méthodes d'investigation qui ont réellement fait avancer d'un grand pas la lutte engagée contre la criminalité envahissante, soit les idées réformatrices qui, dans la pratique journalière, marquent incontestablement une nouvelle ère du droit pénal, notamment en ce qui concerne le chapitre de l'application des peines et celui des mesures de sécurité à prendre.

Il serait peut être téméraire de vouloir prédire à l'heure qu'il est quelle sera l'issue de la crise que traverse en ce moment le droit pénal.

Pourtant dans une étude publiée il y a juste dix ans, j'étais déjà arrivé à cette conclusion que le droit pénal est en train de subir une transformation qu'indique d'ailleurs clairement l'effervescence insolite des esprits.

Je suis encore d'avis que ladite crise finira par aboutir à une transformation lente, mais néanmoins assez complète du droit pénal.

Le changement n'aura pas le caractère d'une révolution brusque et radicale, pas plus d'ailleurs que celui d'un simple changement de décors, tandis que le fond resterait le même. Il faut s'attendre, au contraire, non pas à une révision des détails, mais à une refonte plus ou moins complète.

Dans un espace de dix ou de vingt ans, quand une grande partie de la génération actuelle aura disparu pour être remplacée par la suivante, la législation pénale présentera un

tout autre aspect. Hâtons-nous d'ajouter que la juridiction pénale, telle qu'elle s'exerce aujourd'hui, est certainement destinée à rester en vigueur à l'égard d'un grand nombre de criminels.

Quelle sera, parmi les écoles qui se disputent actuellement la préséance, celle qui l'emportera et qui arrivera ainsi à imprimer à la réforme en préparation son propre cachet, c'est une question oiseuse et qui importe bien peu au fond. L'essentiel c'est que la transformation qui va avoir lieu serve à faire avancer la grande cause de l'humanité et qu'elle corresponde, mieux que ne le fait l'état actuel, aux exigences du progrès et de la justice.

Il est permis d'espérer que les efforts désintéressés de la société d'un côté et les sages dispositions instituées par une législation éclairée de l'autre, finiront par diminuer, dans une certaine mesure, la criminalité débordante. En marchant dans cette direction, tout homme doué de sentiments généreux doit nourrir l'espoir — selon les paroles du professeur Van Hamel — de contribuer par son travail à l'amélioration de la condition humaine.

Puisse l'historien de notre époque, quand il passera en revue un jour les péripéties de l'évolution qui est en train de s'accomplir sous nos yeux y comprendre, comme un facteur important du progrès général, les savants qui cultivent la jurisprudence et, en particulier, les théoriciens du droit pénal!



